

**REPUBLIQUE DU BURUNDI  
PARTIS POLITIQUES DU G10 POUR  
LA CANDIDATURE DU COLONEL  
EPITACE BAYAGANAKANDI**

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

En date du 23 juillet 2001 s'est tenu à ARUSHA le 15<sup>ème</sup> Sommet Régional sur le processus de paix au Burundi. Comme le Médiateur nous l'avait annoncé à Pretoria, le 10 juillet 2001, il s'agissait, pour lui, de faire entériner par les Chefs d'Etat de l'Initiative Régionale sa décision d'accorder au Major Pierre BUYOYA la direction de la première période de transition de 18 mois, décision assortie de conditions exigées par le G7 que le Major Pierre BUYOYA devait accepter au risque de se voir refuser l'offre promise.

Les partis politiques ANADDE, MSP-INKINZO, PIT, PRP, PSD et RADDES avaient pris la décision de boycotter la réunion, mais d'envoyer une présence minimale par Mathias HITIMANA, Président du PRP, mandaté pour présenter les considérations des partis ci-haut cités.

Le Gouvernement, dans sa volonté de diviser et détruire nos partis politiques a pu soudoyer quelques membres de nos partis déjà connus pour leur opportunisme. Nous avons dû dépêcher rapidement une délégation de Représentants Légaux de nos Partis pour régler la question sur place. Cette délégation a eu toutes les difficultés du monde pour arriver à ARUSHA, encore une fois à cause de la duplicité des membres du groupe pro-BUYOYA aidés en cela par une partie de la médiation. Il est particulièrement étonnant que, même étant assuré depuis Pretoria que leur candidat allait être désigné, le Gouvernement ait déployé autant d'efforts physiques et financiers pour tricher, diviser, mais en fin de compte se discréditer.

Ceux qui ont assisté au 15<sup>ème</sup> Sommet Régional sur le Burundi garderont le souvenir d'un sommet de la honte, du mépris, de l'humiliation pour le peuple burundais, et d'un sommet bâclé, improvisé, solitairement animé par le Médiateur.

Méprisé, humilié, le peuple burundais le fût à travers ce qu'a subi le Major Pierre BUYOYA devant ses pairs, de LUSAKA à ARUSHA. Un Chef d'Etat, fût-il le plus contesté, mérite du respect. Mais un Chef d'Etat doit aussi se faire respecter, faire respecter son peuple. Et ce n'est pas la recherche d'une légitimation pour 18 mois qui saurait à elle seule expliquer ce qui s'est passé à LUSAKA, le 09 juillet et à ARUSHA le 23 juillet 2001.

Méprisé, humilié, le peuple burundais le fût aussi à travers le sort réservé au Colonel Epitace BAYAGANAKANDI, les 09-10 et 23 juillet. Le Médiateur Nelson MANDELA lui-même avait reconnu le 10 juillet à Pretoria que le Colonel Epitace BAYAGANAKANDI, au vu des décisions du 20 mars des partis signataires, devait être désigné Président de la première tranche de la Transition. Aucun Chef d'Etat, aucun Chef de Délégation n'est capable d'expliquer les raisons du respect du choix du G7 (6 partis sur 7) et le non-respect du choix du G10 (8 partis sur 10 et 1 parti pour BUYOYA), choix effectués conformément aux recommandations du 14<sup>ème</sup> Sommet Régional des Chefs d'Etat sur le Burundi et acceptées par tous les signataires. Aucun Chef d'Etat, aucun membre de la Médiation n'a eu le courage, le respect

de parler au Colonel Epitace BAYAGANAKANDI, après la prise de décision de confier la Transition à un homme refusé par 9 partis sur 10. Inadmissible sous d'autres cieux.

Au vu du déroulement du 15<sup>ème</sup> Sommet Régional des Chefs d'Etat sur le Burundi, vu des décisions prises, notamment l'imposition du Major Pierre BUYOYA au mépris des principes démocratiques, consensuels proposés par le 14<sup>ème</sup> Sommet, ainsi que l'acceptation par Pierre BUYOYA de conditionnalités proposées par le G7, sans en référer au G10, les partis politiques du G10 ayant soutenu la candidature du Colonel Epitace BAYAGANAKANDI, voudraient porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

1. L'imposition du Major Pierre BUYOYA par le Médiateur Nelson R. MANDELA est intervenue au prix de marchandages inqualifiables entre la Médiation, le G7 soucieux non pas de réconciliation mais de ses seuls intérêts et le Major Pierre BUYOYA prêt à tout pour avoir sa légitimation et poursuivre sa mission imposée par des lobbies étrangers dont les visées sont clarifiées dans les publications de l'I.C.G et de Monsieur Ian VAN ECK. Cette imposition sera toujours considérée comme une escroquerie, une usurpation de pouvoir, un mépris pour les partis du G10 et une altération de l'Accord d'ARUSHA lourde de conséquences pour son application.
2. La trahison du Major Pierre BUYOYA à l'endroit des partis du G10 s'est concrétisée par l'acceptation de conditions exigées par le G7 en totale contradiction avec l'esprit et la lettre de l'Accord d'ARUSHA. Cette trahison a été relayée par l'UPRONA (Libère BARARUNYERETSE), l'ABASA (Ambassadeur Térance NSANZE) et VERT-INTWARI (Professeur André NKUNDIKIJE), soutenus par certains dissidents d'autres partis du G10 (Elysée NTIRANYIBAGIRA, Godefroid HAKIZIMANA, Clément NDEREYABANDI, Onésime BUGABO, Clément NKURUNZIZA), qui ont demandé que ces conditions soient endossées par toutes les parties signataires. Notre groupe condamne fermement cette trahison et se refuse à accepter des conditions imposées et qui dénaturent l'Accord en le déséquilibrant totalement.

Nous mettons en exergue les points particuliers suivants :

- a. La condition (ii) qui semble mettre une croix sur les réserves exprimées par le G10 et faisant partie intégrante de l'Accord.
- b. La condition (viii) qui accepte la venue de troupes régionales et internationales alors que le Chapitre III du Protocole III est sous embargo. Comble de l'ironie pour le Président Pierre BUYOYA, il accepte une condition refusée en 1996 par la population, lequel refus avait permis son retour au pouvoir. Pourquoi donc est-il revenu ?
- c. Le point 7 du communiqué conjoint des Chefs d'Etat sur l'intégration des groupes armés est en totale contradiction avec l'article 14, point 1, alinéa g du Protocole III qui tient en compte la présence des communautés à hauteur de 50% dans la future armée.
- d. Le point 11 qui donne mission à quatre pays africains de remplacer l'Armée Nationale en la cantonnant dans ses casernes et en la remplaçant dans toutes ses missions. Ces pays devraient savoir que ce mépris, cette humiliation du peuple burundais ne sera jamais accepté.
- e. Beaucoup d'autres contradictions entre l'Accord d'ARUSHA, les conditions du Major Pierre et le communiqué conjoint qui seront relevées auprès de la Commission de Suivi de l'Accord.

3. Conscients que ni les Chefs d'Etat de la sous-région, ni la Communauté Internationale ne pourront amener ou imposer la paix au Burundi, que seuls les Burundais eux-mêmes doivent être les artisans de la paix et la réconciliation au Burundi et que le processus de paix doit être rapatrié au Burundi :

Soucieux de l'application de l'Accord d'ARUSHA pour la paix et la réconciliation au Burundi signé le 28 août 2000 ;

Désireux d'arriver à une paix et une réconciliation véritables tenant compte des revendications des différentes communautés de façon équilibrée ;

Désireux de rassembler les Burundais qui refusent le mépris, l'humiliation, pour une réhabilitation du citoyen autour des valeurs de justice, de liberté, de démocratie, et pour un Etat de droit ;

Tenant compte de l'annonce faite par le Colonel Epitace BAYAGANAKANDI pour la formation d'un mouvement de refus et de résistance, nous avons décidé la création d'une organisation sociale et politique, avec les associations de la société civile, les personnalités qui partagent les mêmes préoccupations, et dénommée « **MOUVEMENT DE RESISTANCE POUR LA REHABILITATION DU CITOYEN** », en sigle « **M.R.C.** » et en kirundi « **MURUNDI, REMA WISUBIZE ICUBAHIRO** ». Le leader de cette organisation est le Colonel Epitace BAYAGANAKANDI. Les objectifs précis et la structure de ce mouvement seront publiés prochainement.

***LA LUTTE CONTINUE !***

Fait à Bujumbura, le 28 juillet 2001

Pour les Partis du G10 concernés,

Dr. Alphonse RUGAMBARARA

Porte-Parole